



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

N° DE MARCHE: **MA 25 ES 0024**

**TRANSPORT SANITAIRE DE PERSONNES EN AMBULANCE OU VSL
POUR LE COMPTE DES ETABLISSEMENTS DE LA DIRECTION
REGIONALE EST FILIERIS**

Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM

CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15



Table des matières

Article 1. OBJET DU MARCHE	3
Article 2. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES GENERALES	3
2.1 Réglementation applicable	3
2.2 : Agrément activité transporteur	4
Article 3. DISPOSITIONS SUR LE FONCTIONNEMENT DU TRANSPORT DE MALADES	5
3.1 Responsabilité	7
3.2 Tenue générale/ identification du personnel	7
3.3 Continuité du service	8
3.4 Règlement intérieur	9
3.5 Transports programmés	9
3.6 Transports non programmés	9
3.7 Dispositions communes aux transports programmés et non programmés	9
3.7.1 Fonctionnement des établissements	9
3.7.2 Choix du mode de transport	9
3.7.3 Annulation d'une demande de transport	9
3.8 Transports bariatriques	
3.9 Logiciel de commande	
Article 4 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRANSPORTS DE PERSONNES	10
4.1 Véhicules	10
4.2 Caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres	12
4.3 Transports à assurer	13
4.3.1 Transports prévus	13
4.3.2. Transports exclus :	14
4.4 Secret professionnel	14
4.5 Demande de transports sanitaires	14
4.6 Transport partagé de patients	14
4.7 Brancardage	14
4.8 Attente et cas des allers-retours en charge	15

Article 1. OBJET DU MARCHÉ

Les dispositions du présent cahier des clauses techniques particulières concernent les transports sanitaires de personnes en ambulance ou VSL pour le compte des établissements de la Direction Régionale Est de FILIERIS selon l'allotissement suivant.

Les transports sanitaires sont ceux qui engagent la responsabilité juridique et financière des établissements, il s'agit des transports effectués à la demande de l'un ou l'autre des établissements et pris en charge financièrement par son budget.

L'allotissement et les spécificités des transports par lot / établissement est le suivant:

Lots	Intitulé des lots et établissements
Lot 1	EST - Transports en Ambulance et VSL des malades pour l'Hôpital de Freyming Merlebach 57800 FREYMING-MERLEBACH
Lot 2	EST - Transports en Ambulance et VSL des malades pour l'établissement SSR 57220 CHARLEVILLE-SOUS-BOIS

Article 2. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES GENERALES

En conformité avec les dispositions du code de la santé publique et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R322-10-1 du code de la sécurité sociale, ce marché vise les transports par ambulance de personnes (lot 1 et 2) s'inscrivant dans les cas de figure suivants :

- Le patient présente au moins une déficience ou des incapacités nécessitant un transport obligatoirement en position allongée ou semi-assise ;
- Le patient nécessite un transport avec surveillance par une personne qualifiée ou nécessitant l'administration d'oxygène ;
- Le patient nécessite un transport avec brancardage ou portage, ou un transport devant être réalisé avec des conditions d'asepsie.

Les seuls prestataires habilités à répondre aux lots sont les transporteurs sanitaires agréés dans les conditions définies à l'article R.6312-1 du code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrés dans les conditions définies à l'article R. 6312-33 du même code.

Le transporteur doit donc respecter les conditions définies à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres.

Le prestataire s'engage ainsi à disposer pour l'exécution de ce marché de l'équipage conforme au code de la santé publique : 2 équipiers dont au moins un titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier (DEA) et un 1 deuxième titulaire de l'attestation de formation d'auxiliaire ambulancier ou titre équivalent

En conformité avec les dispositions du code de la santé publique, du code de la sécurité

sociale et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévus à l'article R.322-10-1 du code de la sécurité sociale, ce marché vise les transports assis professionnalisés (TAP) en VSL s'inscrivant dans les cas de figure suivants :

- Déficience ou incapacité physique nécessitant une aide au déplacement technique ou humaine mais ne nécessitant ni brancardage ni portage ;
- Déficience ou incapacité intellectuelle ou psychique nécessitant l'aide d'une tierce personne pour la transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante en l'absence d'un accompagnant ;
- Déficience nécessitant le respect rigoureux des règles d'hygiène ;
- Déficience nécessitant la prévention du risque infectieux par la désinfection rigoureuse du véhicule.

Ce marché peut également viser des transports en ambulance prescrits pour l'assuré ou l'ayant droit soumis à un traitement ou ayant une affection pouvant occasionner des risques d'effets secondaires pendant le transport.

Les seuls prestataires habilités sont :

Les transports sanitaires agréés dans les conditions définies aux articles R6312-1 du code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrées dans les conditions définies au article R.6312-33 du même code, à savoir les véhicules sanitaires légers (VSL).

Le transport doit ainsi respecter les critères définis à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres. Le prestataire s'engage ainsi, pour chaque transport, à disposer d'une personne titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier ou de la qualification d'auxiliaire ambulancier ou leurs équivalents.

Cette prestation comprend une aide au déplacement et à l'installation du patient dans le véhicule, une transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante, le respect rigoureux des règles d'hygiène et la prévention du risque infectieux et de la conservation à bord du véhicule d'une trousse de secours dont la composition minimale est précisée dans ladite convention.

2.1 Réglementation applicable

Le Code de la sécurité sociale, et notamment ses articles L.322.5, L.162-1-15, R.322-10 et suivants.

2.2 Agrément activité transporteur

Pour toutes les prestations de transports sanitaires (ambulances et VSL) un agrément pour assurer ce transport est obligatoire. Les titulaires devront, à tout moment durant l'exécution du marché, être en mesure, sur simple demande des établissements, d'apporter la preuve de leur agrément.

Le titulaire s'engage à aviser dans les meilleurs délais l'établissement concerné de tout changement susceptible d'intervenir quant à l'agrément de son entreprise et à la qualification et l'effectif de ses agents. Le retrait définitif d'agrément entraînera de plein droit la rupture de la convention aux torts du titulaire.

Le titulaire du marché doit :

- Justifier de son agrément dans le cadre de la réglementation ;
- S'engager à pouvoir justifier, pendant toute la durée du marché, de la validité du certificat pour la conduite des voitures d'ambulances de l'ensemble de son personnel (attestation délivrée par le Préfet après examen médical dans les conditions définies à l'article R 221-10 du Code de la Route) ;
- Être en mesure de pouvoir, à tout moment, justifier des titres et qualifications requis des membres de son personnel dans le cadre de la réglementation (2 équipiers dont au moins un titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier (DEA) et un 1 deuxième titulaire de l'attestation de formation d'auxiliaire ambulancier ou titre équivalent) ;
- S'engager à aviser, dans les meilleurs délais, le pouvoir adjudicateur de tout changement susceptible d'intervenir quant à l'agrément de son entreprise et / ou à la qualification et l'effectif de ses agents ;
- Soumettre les véhicules de l'entreprise, conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 juillet 2000 modifiant l'arrêté du 21 décembre 1987, au contrôle des Services de l'Agence Régionale de Santé. En outre, ces véhicules seront soumis aux dispositions des articles R 118 et R 120 à R 122 et R 241 du Code de la Route ;
- Justifier son obligation vaccinale selon l'article 12 de la loi du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire et définissant le périmètre d'application de l'obligation vaccinale ;
- Justifier d'un contrat d'assurance garantissant les risques automobiles et la responsabilité civile pour les accidents de toutes natures susceptibles d'être causés aux personnes transportées ou à des tiers.

En cas de manquement grave de l'entreprise aux conditions et obligations fixées par ce Cahier des Clauses Techniques Particulières, l'établissement concerné se réserve le droit de résilier unilatéralement et avec préavis d'un mois le présent marché.

Article 3. DISPOSITIONS SUR LES OBLIGATIONS LIEES AU TRANSPORT DES PERSONNES

3.1 Responsabilité

Le personnel du titulaire est responsable :

- de la surveillance du patient jusqu'à sa prise en charge par le personnel du lieu d'accueil. Cela signifie, en termes de circuit : accompagner le patient dans les unités de soins, muni de son dossier complet (étiquettes et bracelet d'identification), une fois que l'entrée est faite au niveau du service admissions.
- du matériel mis le cas échéant à sa disposition par les établissements sanitaires etnotamment de son transport retour vers le service d'origine.
- des pièces du dossier médical et des documents remis dans le cadre de la prise en charge du patient ;
- des effets personnels du patient transporté.
- de la bonne conservation de la demande de transport établie par chacun des établissements donneur d'ordre.
- Informer l'établissement du retour du patient
- Hygiène : Afin de limiter la propagation des germes et garantir un service de qualité, des procédures de nettoyage et de désinfection, validées par l'organisme notifié désigné par le ministre des transports, sont mises en œuvre et s'appuient obligatoirement sur les documents suivants :
 - a) Protocole mis en œuvre entre chaque transport ;
 - b) Protocole hebdomadaire de nettoyage et de désinfection complète également mis en œuvre à la demande, avant le transport d'un patient fragile ou après le transport d'un patient signalé contagieux ;
 - c) Document d'enregistrement : un document enregistrant chronologiquement toutes les opérations de nettoyage et de désinfection est conservé dans l'entreprise pour être présenté aux contrôles des autorités compétentes, à la demande des prescripteurs ou des patients eux-mêmes.

3.2 Tenue générale/ identification du personnel

Le personnel chargé d'exécuter les prestations doit être identifiable par le port d'une tenue, d'une marque ou d'un badge facilement identifiable et indiquant la raison sociale de la société.

La Direction de chaque établissement se réserve la possibilité d'exiger du titulaire le remplacement d'un de ses agents dont la tenue ou le comportement général ne seraient pas compatibles avec les exigences de la qualité de prise en charge des patients que les établissements se doivent de faire respecter.

3.3 Continuité du service

En cas d'empêchement, dont fait de grève, le titulaire doit en informer au plus tôt l'établissement concerné, et trouver une solution de substitution sans qu'il y ait modification des tarifs contractuels et du délai maximum d'intervention.

En cas de substitution du Titulaire par un autre prestataire la course sera facturée par le Titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir le personnel nécessaire au bon fonctionnement du service,

dont il fournira la liste nominative et les réactualisations si nécessaire. Il s'oblige à respecter la réglementation en vigueur et notamment celle relative aux limites des temps d'activité et de repos obligatoires des personnels engagés dans les transports.

3.4 Règlement intérieur

Le titulaire s'engage à se conformer au règlement intérieur de l'établissement et notamment pour tout ce qui concerne le stationnement et la vitesse de circulation des véhicules dans l'enceinte de l'Etablissement.

Le titulaire s'interdit, directement, toute publicité dans l'enceinte des établissements, tant auprès des personnels qu'auprès des malades. Il ne remettra aucun document à caractère promotionnel ou publicitaire aux personnes transportées ou à leurs proches.

Le titulaire ou son personnel ne devra en aucun cas percevoir des frais de transport ou des gratifications de la part des malades ou des familles.

Le titulaire prend en charge l'élimination de l'ensemble des déchets issus de son activité dans le respect des réglementations en vigueur.

3.5 Transports programmés

Les transports programmés sont ceux pour lesquels une demande est adressée au titulaire la veille pour le lendemain ou le vendredi pour la semaine suivante par exemple. Cette demande peut être adressée par l'accueil de l'établissement et/ou par des services prescripteurs.

Il récupère la prescription médicale de transport lorsqu'il vient chercher le patient

Le titulaire est tenu d'exécuter la prestation aux jours, heures et dans le service identifié, selon les modalités indiquées par l'établissement sur la prescription médicale remise.

Les équipages sont considérés comme étant arrivés à l'heure s'ils se présentent entre 15 minutes avant et 15 minutes après l'heure demandée.

En cas d'empêchement ou de retard de plus de 30 minutes, le titulaire est tenu d'en informer l'établissement au plus vite. Si le dialogue ne permet pas de s'accorder sur un nouvel horaire de prise en charge, l'établissement est délié de son obligation et peut s'adresser à un autre transporteur.

Dans l'hypothèse où le patient n'est pas prêt au moment du départ, le transporteur doit le signaler sur la feuille de route.

3.6 Transports non programmés

Dans le cas de transports non programmés le titulaire est tenu de prendre en charge le patient selon le délai qui suit la demande effectuée par l'établissement.

S'il n'a pu prendre possession de la prescription médicale à l'accueil avant la course le Titulaire viendra chercher le formulaire au retour du patient ou dans les 48h.

En cas de transfert d'hospitalisation il ne sera délivré de bon de commande ou de bon CERFA qu'après 48h afin de laisser le temps à l'établissement de s'assurer que le transport n'est pas à la charge de l'Assurance Maladie.

3.7 Dispositions communes aux transports programmés et non programmés

3.7.1 Fonctionnement des établissements

Pour la bonne exécution du marché, le titulaire, à la notification du marché, prend contact avec l'établissement concerné par le lot afin de connaître le circuit de transport (exemple, prévenir le cadre de santé ou le secrétariat médical de son arrivée, prévenir le cadre de santé ou le secrétariat médical du retour du patient en chambre).

Chaque établissement possède sa propre organisation, celle-ci peut être modifiée en cours de marché, le titulaire en sera avisé par l'établissement.

3.7.2 Choix du mode de transport

Le choix du mode de transport et ses caractéristiques appartient aux médecins prescripteurs de l'établissement.

Le médecin prescrit un moyen de transport au patient selon son état de santé et son niveau d'autonomie et de déficience, conformément au référentiel de prescription.

Cette prescription est réalisée sur un support propre à l'établissement. Elle a pour objectif d'indiquer à l'entreprise de transport, l'établissement prescripteur c'est-à-dire celui assumant la charge de transport (la mention « à charge de l'établissement y est apposée)

Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de répondre à une demande de transport du type de véhicule commandé : VSL ; il peut y substituer, après accord de l'établissement, un transport d'un autre type qui lui sera réglé **sur la base du tarif applicable au type de véhicule choisi initialement par l'établissement.**

Il ne peut y avoir de substitution à une course commandée en ambulance par un autre type de transport sanitaire.

3.7.3 Annulation d'une demande de transport

En cas d'annulation d'une demande de transport par l'établissement, le titulaire ne pourra pas prétendre à la facturation du transport annulé, ni à aucune indemnité compensatrice si l'annulation intervient au plus tard une heure avant l'heure prévue de prise en charge.

Dans le cas où l'établissement ne préviendrait pas le titulaire de l'annulation du transport moins d'une heure avant celle prévue pour la prise en charge, le titulaire pourra réclamer une indemnité maximale de 30 % du forfait de prise en charge.

L'annulation de transport devra être faite par l'établissement par la plateforme de commande ou par mail en faisant référence au numéro et l'horaire de la demande d'annulation.

Dans l'hypothèse où le titulaire se trouverait dans l'impossibilité de répondre à la demande, il lui appartiendrait de confier à un autre transporteur sanitaire agréé, et aux frais de ce dernier, la course demandée, à charge pour lui également d'en aviser le service demandeur dans l'heure sous peine de l'application de la pénalité prévue pour les transports non programmés.

Si cette dernière hypothèse se renouvelle trop régulièrement, l'établissement se trouvant pénalisé au niveau de l'organisation du service et sur le plan financier, se réserve le droit de résilier unilatéralement et avec préavis d'un mois le présent marché.

3.8 Transports bariatriques

Le transport des personnes en situation d'obésité nécessite des conditions et un équipement particuliers façon à ce que les personnes obèses aient un accès aux soins dans des conditions adaptées à leurs besoins, en situation d'urgence ou non. Cela demande, outre un équipement spécifique des véhicules, une organisation régionale sur l'utilisation de ces véhicules spécialisés.

L'ambulance bariatrique est adaptée aux personnes atteintes d'obésité ou des personnes ayant un poids supérieur à 140 kg. C'est la seule ambulance qui peut effectuer un tel transport. L'ambulance bariatrique reste un véhicule polyvalent (plus grand qu'une ambulance conventionnelle) permettant tous les types de transport sanitaire.

Un transport bariatrique préconise le concours de quatre ambulanciers.

3.9 Logiciel de commande

Le prestataire mettra impérativement à disposition des établissements un logiciel de commande des prestations de transport. Il précisera les modalités d'accès et l'éventuelle participation financière demandée à Filieris, dans l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement (coût à la mise en place ou coût annuel).

Ce logiciel permettra d'assurer la traçabilité des commandes par l'établissement auprès du Titulaire.

Le titulaire est responsable du traitement des données. Il s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Article 4 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRANSPORTS DE PERSONNES

4.1 Véhicules

Ces véhicules doivent être conventionnés par l'Assurance Maladie.

Le prestataire utilisera des véhicules conformes à la réglementation en vigueur.

Le titulaire devra respecter la réglementation en vigueur fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres.

Le titulaire est responsable de l'entretien de ses véhicules qui doivent être préservés à tout instant en état de marche, par un contrôle journalier et une maintenance indispensable à leur bon fonctionnement.

Le titulaire laisse toute facilité au Pouvoir Adjudicateur pour contrôler et s'assurer du respect de ces dispositions en cours d'exécution du marché.

En cas de panne ou d'incident non prévisible ayant empêché l'exécution du service, le titulaire devra en informer l'établissement prescripteur au plus tôt et au maximum dans le quart d'heure suivant.

Le titulaire doit prévoir une solution de repli conforme au transport initialement commandé (autre ambulance, sous-traitance au choix), sous peine de l'application des pénalités prévues pour les transports non programmés.

En cas de non-exécution du service du fait du transporteur, aucune rémunération ne sera due ni en cas d'empêchement ni d'annulation. (Voir point 3 ci-dessus)

Les matériels biomédicaux et paramédicaux utilisés par le titulaire pour assurer la prestation doivent être conformes à la réglementation relative aux dispositifs médicaux.

Les matériels utilisés bénéficient impérativement du marquage CE. Les certificats de marquage CE délivrés par un organisme notifié devront être fournis par le titulaire sur simple demande de l'un des établissements.

La maintenance préventive et corrective ainsi que l'entretien des matériels biomédicaux et paramédicaux sont assurés par le titulaire de façon régulière, afin d'éviter tout dysfonctionnement des matériels.

A titre général, le titulaire prend toute mesure corrective et préventive de nature à améliorer la qualité des prestations.

L'établissement se réserve le droit de demander au titulaire la liste des vérifications réglementaires

Les transports des patients en ambulances et véhicules sanitaires légers devront être exécutés dans des véhicules répondant aux normes actuelles en matière de confort et de sécurité.

Ces véhicules devront correspondre à ceux qui sont déclarés et agréés auprès de l'agence régionale de santé.

Pour les transports allongés en ambulance, les titulaires du marché devront mettre à la disposition deux personnes dont l'une sera obligatoirement titulaire du Certificat de Capacité d'Ambulancier et l'autre, titulaire du Brevet National de Secourisme ou du permis de conduire ambulancier.

Une infirmière ou tout agent mandaté par l'un ou l'autre de chacun des établissements pourra être chargé d'accompagner le malade jusqu'à l'ambulance afin de s'en assurer.

Les ambulances mises à disposition des établissements sont équipées des appareils réglementaires d'oxygénation (deux bouteilles de 1m3) et de réanimation (manuel) et des autres dispositifs obligatoires (voir réglementation en la matière) La société prestataire doit disposer du matériel nécessaire à la mise en œuvre des précautions standard (tenue

professionnelle, hygiène des mains par friction hydro alcoolique ...) et des mesures particulières (gants, draps, masque adapté ...) Elle fournit le linge (draps, alèses, couvertures) nécessaire au transport.

Les véhicules doivent être équipés pour permettre en cours de route, la perfusion de médicaments liquides dans les meilleures conditions.

4.2 Les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres

Les véhicules doivent répondre aux exigences de l'arrêté du 12 décembre 2017.

En outre le titulaire devra disposer de véhicules permettant le transport des personnes à mobilité réduite ou en surcharge pondérale forte.

4.3 Transports à assurer

4.3.1 Transports prévus

La prestation de transport est réalisée de jour, tous les jours de l'année hors dimanches et jours fériés.

Si le transport débute ou se termine hors des créneaux horaires de la tarification de jour, la tarification de nuit dimanche et jour férié pourra s'appliquer.

Elle inclut pour chaque lot les éléments suivants :

- Les transports effectués entre les établissements d'une même entité juridique et dans la même agglomération ou entre établissements d'une même entité juridique qu'ils relèvent ou non de la tarification à l'activité et implantés sur le même site géographique
- Transport d'un patient hospitalisé dans un établissement plus spécialisé, pour soins ou diagnostic, avec retour dans l'établissement d'origine en moins de 48h dont les transports à but thérapeutique

4.3.2. Transports exclus :

Sont exclues du présent marché les prestations de transport sanitaire qui ne sont pas à la charge financière des établissements de FILIERIS, à savoir :

- les retours à domicile,
- les déplacements pour convenance personnelle,
- les transports pour une durée supérieure à 48 heures
- Les transports d'urgence

4.4 Secret professionnel

Le titulaire s'engage au respect absolu du secret professionnel.

L'équipe ambulancière est liée par le secret professionnel et assujettie à la discrétion d'usage en ce qui concerne tant le patient que le service, pour tout ce qui concerne le contenu du dossier ou l'état de ce dernier dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions et d'une façon générale pour tout ce qui concerne tant le patient que le service.

Les agents de l'entreprise du Titulaire ne devront révéler à quiconque les faits dont ils auront eu connaissance à l'occasion de leur service. Ils sont tenus au respect de la liberté de conscience de chacun ; toute forme d'intervention concernant les opinions politiques, confessionnelles ou religieuses sera formellement interdite.

L'établissement se réserve le droit d'exiger du Titulaire, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées ou ne répondant pas à la qualification requise.

Tout document d'ordre médical concernant le patient pris en charge remis à l'équipe ambulancière sera exclusivement transmis aux secrétariats médicaux des structures d'accueil ou bureau des infirmiers et ne devra en aucun cas être communiqué au patient, leur famille ou un quelconque tiers.

4.5 Demande de transports sanitaires

Les demandes de transports sanitaires sont effectuées soit par les secrétariats médicaux, soit par les cadres de santé de l'établissement sur prescription médicale.

Le titulaire s'assure de la bonne identité du patient à transporter, soit auprès de l'infirmier du service, soit en questionnant le patient en lui demandant de décliner son identité, soit en vérifiant les données d'identité figurant sur le bracelet d'identification porté par chaque patient.

Le titulaire vérifie qu'il est en possession de tous les documents (courriers, matériels etc.) nécessaires à une prise en charge efficiente du patient par le service (consultation, examen ou transfert).

Le titulaire doit, tant à l'aller qu'au retour :

- Vérifier l'identité du patient.
- Récupérer les documents et résultats médicaux.

Au retour : le titulaire :

- veille à la bonne installation du patient au sein de l'établissement
- vérifie la restitution des équipements
- informe le personnel soignant de son arrivée, au sein du service de soins
- remet les résultats d'examen (courriers, radios, ECG etc) au médecin ou à l'infirmier.

La prescription médicale du patient comporte, notamment, les renseignements suivants :

- La désignation du service hospitalier prescripteur ;
- L'identification du patient ;

- Le mode de transport (ambulance ou VSL)
- La nature du transport (Aller, Aller-retour, transport partagé de plusieurs patients, etc.) ;
- La date et l'heure de prise en charge du patient ;
- Le lieu de prise en charge : le service d'hospitalisation ;
- Le lieu précis de destination ;

Toute information complémentaire (accompagnant, document, matériel nécessaire, etc.)

Lorsque le patient n'a pas été déposé en temps et en heure pour la consultation prévue, du fait de la société titulaire, aucune facturation ne pourra être exigée.

4.6 Transport partagé de patients

Concernant les prestations objet du présent marché public les transports partagés de patients sont autorisés, sauf contre-indication médicale en Véhicule Sanitaires Légers hors patients en isolement (BMR ou immunodéprimés). Les transports partagés par ambulance sont interdits en application de la convention nationale des transporteurs sanitaires privés.

Pour permettre le transport partagé le titulaire doit s'assurer que les personnes transportées ne soient pas porteuses de BMR ou en isolement protecteur (immunodéprimés).

Une facture est établie pour chacun des patients et un abattement est alors appliqué.

Ce dernier s'applique à la totalité du montant de la facture, y compris les éventuelles majorations ou suppléments, et à l'exclusion des droits de péage.

Il correspond à l'application du pourcentage de réduction indiqué par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires sur le montant d'abattement conventionné (voir le pourcentage d'abattement prévu dans la convention nationale des transporteurs privés). Le nombre maximum de personnes transportées en même temps est de trois (3). Des abattements différents s'appliquent :

- pour le transport de 2 personnes simultanément ;
- pour le transport de 3 personnes simultanément (cf CCAP)

Le titulaire qui procède de son propre chef à des transports groupés de patients devra obligatoirement l'indiquer de façon précise, avant le départ, aux personnels soignants des services ainsi que **sur tous les bons de transports correspondant** (nombre de patients transportés avec les noms et prénoms).

Depuis le décret n°2025-202 du 28 février 2025, le transport partagé peut être proposé :

- Si le détour qu'il occasionne ne dépasse pas 10 kilomètres par personne transportée à partir de la 2e personne, dans la limite de 30 kilomètres.
- Si l'attente sur le lieu de soins, avant l'horaire programmé de sa prise en charge et à l'issue de celle-ci, ne dépasse pas 45 minutes au total.

4.7 Brancardage

Le brancardage ou l'accompagnement du (des) patient(s) sera pris en charge par le titulaire

de la chambre du patient jusqu'au véhicule et du véhicule jusqu'à son domicile, lieu de consultation ou hospitalisation et jusqu'au lit du patient en cas de retour à l'établissement.

4.8 Attente et cas des allers-retours en charge

Lorsqu'il s'agit d'une consultation, le titulaire apprécie, sous sa propre responsabilité, la durée de celle-ci et choisit d'attendre sur place ou de revenir ultérieurement pour prendre en charge le patient, étant précisé que seuls les transports en charge seront facturables.

A l'issue de la consultation, l'attente pour le patient doit rester dans des limites acceptables et ne devra pas excéder une demi-heure.

Les soins ou examens prodigués aux patients peuvent induire des attentes relativement longues. Aucune facturation pour attente n'est autorisée.